

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/ACC/UKR/113**

16 juin 2003

(03-3169)

**Groupe de travail de  
l'accession de l'Ukraine**

Original: anglais

## **ACCESSION DE L'UKRAINE**

Analyse des lois ukrainiennes "sur la normalisation", "sur l'évaluation de la conformité"  
et "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" du point de vue  
de leur conformité avec les prescriptions de l'Accord de l'OMC  
sur les obstacles techniques au commerce (Accord OTC)

La Commission gouvernementale a communiqué les documents ci-après sur l'analyse des lois ukrainiennes "sur la normalisation", "sur l'évaluation de la conformité" et "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité du point de vue de leur conformité avec les prescriptions de l'Accord OTC de l'OMC, en demandant qu'ils soient distribués aux Membres du Groupe de travail.

---

| Article de l'Accord OTC                | Contenu de l'article de l'Accord OTC  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"  | Notes |
|--|---|---|--|---|-------|
| Préambule                              | "... Reconnaissant que rien ne saurait empêcher un pays de prendre les mesures nécessaires pour assurer la qualité de ses exportations, ou nécessaires à la protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux, à la préservation des végétaux, à la protection de l'environnement ..." | Article 5, paragraphe 1<br><br>"La normalisation, en Ukraine, a pour objet d'assurer la sécurité, la santé et la vie des personnes et des animaux, la préservation des végétaux ainsi que la propriété et la protection de l'environnement, de créer des conditions permettant une utilisation rationnelle de tous les types de ressources nationales ainsi que la conformité des objets de la normalisation à leur destination, et d'éliminer les obstacles techniques au commerce."   | Article 5<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- Appliquer des procédures d'évaluation de la conformité en tenant compte de la pratique internationale en fonction du risque potentiel.<br><br>Article 9, paragraphe 1<br><br>"La procédure d'évaluation de la conformité, pour certains types de produits susceptibles de présenter un risque pour la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux ainsi que pour la propriété et l'environnement, dans le domaine réglementé par la loi, est introduite par les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité."  | Article 4<br><br>L'accréditation a pour but:<br><br>- d'assurer une politique technique uniforme en matière d'accréditation;<br><br>- d'assurer la confiance des consommateurs dans les activités d'évaluation de la conformité;<br><br>- de jeter les bases d'une reconnaissance mutuelle des résultats des activités des organismes accrédités au niveau international;<br><br>- d'éliminer les obstacles techniques au commerce. |       |
| Article premier Dispositions générales | Paragraphe 1.1<br>Conformité des termes généraux relatifs à la normalisation et aux procédures d'évaluation de la conformité adoptés par les Nations Unies et par les organismes internationaux à activité normative  | Le Guide ISO/CEI 2:1996 "Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général" a servi de base pour définir les termes.<br><br>Article premier "Principaux termes et leur définition"<br><br>... norme – document fixant des règles en vue d'une application générale et multiple, des caractéristiques ou des principes généraux en relation avec une activité ou ses résultats, dans le but d'atteindre un niveau d'ordre optimal dans un certain domaine, élaboré sur la base d'un consensus conforme à l'ordre établi;<br>spécifications techniques – document fixant des exigences techniques auxquelles doivent satisfaire les produits, processus et services. Les spécifications techniques peuvent être une norme, une partie de norme ou un document distinct; règlement technique – acte normatif et législatif adopté par un organisme public qui fixe des exigences techniques pour les produits, les processus ou les services, directement ou par référence à des normes, ou qui en reproduit le contenu. | Article premier "Principaux termes et leur définition"<br><br>Le Guide ISO/CEI 2:1996 "Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général" a servi de base pour définir les termes.<br><br>Article premier<br><br>... évaluation de la conformité – activité ayant pour résultat l'assurance que les produits, systèmes qualité, systèmes de management de la qualité, systèmes de gestion de l'environnement et le personnel satisfont aux exigences fixées par la législation; déclaration de conformité – procédure par laquelle un producteur ou une personne munie de son autorisation (ci-après dénommé "producteur") engage sa responsabilité en déclarant par écrit que le produit satisfait aux exigences fixées par la législation; certification – procédure par laquelle un organisme reconnu conformément à la procédure établie déclare par écrit que les produits, systèmes qualité, systèmes de management de la qualité, | Article premier " Principaux termes et leur définition" Le Guide ISO/CEI 2:1996 "Normalisation et activités connexes – Vocabulaire général" a servi de base pour définir les termes.  |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"   | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|---|---|--|-------|
|                         |                                      | <p>Le principe de base constitué par le caractère volontaire des normes et l'obligation d'un règlement technique est énoncé à l'article 12.</p> <p>Les normes font l'objet d'une application volontaire à moins que la législation n'en dispose autrement.</p> <p>L'application de normes ou de certaines de leurs dispositions peut devenir obligatoire:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour tous les entrepreneurs, si cela est stipulé dans les règlements techniques ou dans d'autres actes normatifs ou législatifs;</li> <li>- pour les parties à l'accord (contrat) quant à la conception, à la fabrication ou à la fourniture d'un produit, si cet accord (contrat) fait référence à des normes;</li> <li>- pour un producteur ou un fournisseur d'un produit s'il a rempli la déclaration de conformité du produit à certaines normes ou s'il a utilisé la désignation de ces normes dans le marquage du produit;</li> <li>- pour un producteur ou un fournisseur d'un produit si son produit a été certifié par rapport aux exigences fixées par ces normes.</li> </ul> | <p>systèmes de gestion de l'environnement et le personnel sont conformes aux exigences fixées par la législation;</p> <p>règlement technique relatif à l'évaluation de la conformité – acte législatif adopté par le Conseil des ministres d'Ukraine qui contient une liste des types de produits soumis à évaluation de la conformité obligatoire, des exigences fixées pour la sécurité, la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux, ainsi que la protection de la propriété et de l'environnement, les procédures d'évaluation de la conformité liées à ces exigences et les règles de marquage et de commercialisation des produits.</p> |  |       |
|                         | Paragraphe 1.3<br>Portée de l'Accord | <p>Article 2</p> <p>La présente loi régit les relations liées à l'activité normative et à l'application de ses résultats, et s'étend aux agents économiques quels que soient le type de participation et les types d'activité, aux organismes exécutifs et aux organismes publics.</p> <p>La présente loi ne s'applique pas aux matières nucléaires, aux produits pharmaceutiques, aux normes de service relatives aux pratiques médicales, aux normes de comptabilité, aux normes en matière d'éducation et autres normes sociales, dont la portée est régie par d'autres lois.</p>  | <p>Article 2</p> <p>La présente loi régit les relations dans le cadre de l'évaluation de la conformité des produits, des systèmes qualité, des systèmes de management de la qualité, des systèmes de gestion de l'environnement et du personnel aux exigences fixées par la législation ukrainienne et s'étend aux producteurs et fournisseurs de produits quels que soient les formes de participation et les types d'activité, aux organismes de certification, aux laboratoires d'essai ainsi qu'aux autorités publiques compétentes.</p>  | <p>Article 2</p> <p>La présente loi régit les liens juridiques en relation avec l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité, et s'étend aux organismes exécutifs, aux institutions locales autonomes, aux organismes nationaux d'accréditation, aux entreprises, aux institutions et organisations actives sur le territoire ukrainien, quels que soient leur forme de participation et leur type d'activité (ci-après dénommées "entreprises, institutions et organisations").</p> |       |

| Article de l'Accord OTC  | Contenu de l'article de l'Accord OTC                            | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"   | Notes |
|--|---|---|--|--|-------|
|  |   | Article 4<br>Sont visés par la normalisation les produits, processus et services (ci-après dénommés "produits"), en particulier les matériaux, composants, équipements, systèmes, leur compatibilité, règles, procédures, fonctions, méthodes ou activités.   | Article 4<br>Conformément à la présente loi, les objets visés par l'évaluation de la conformité sont les produits, systèmes qualité, systèmes de management de la qualité, systèmes de gestion de l'environnement et le personnel.   |  |       |
|  | Paragraphe 1.4<br>Marchés publics de marchandises               | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux marchés publics.   | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux marchés publics.  | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux marchés publics.  |       |
|  | Paragraphe 1.5<br>Mesures sanitaires et phytosanitaires         | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires.   | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires.  | La loi ne régit pas les dispositions relatives aux mesures sanitaires et phytosanitaires.  |       |
| Article 2<br>Élaboration, adoption et application de règlements techniques conformément à la pratique internationale | Paragraphe 2.1<br>Application du traitement national            |   | Article 5, paragraphes 5, 6<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- ... assurer des procédures d'évaluation de la conformité identiques pour les produits d'origine nationale et étrangère;<br><br>- harmoniser les actes législatifs nationaux relatifs à l'évaluation de la conformité avec les actes législatifs internationaux et européens.   |  |       |
|  | Paragraphe 2.2<br>Champ d'application des règlements techniques | Article 13, paragraphe 1<br><br>Les règlements techniques et autres actes normatifs et législatifs fixent des exigences obligatoires ayant pour but:<br><br>- la protection de la vie, de la santé ou de la propriété des personnes;<br><br>- la protection des animaux et la préservation des végétaux;<br><br>- la protection de l'environnement; | Article premier, paragraphe 15<br><br>Règlement technique relatif à l'évaluation de la conformité – acte législatif adopté par le Conseil des ministres d'Ukraine qui contient une liste des types de produits soumis à évaluation de la conformité obligatoire, des exigences fixées pour la sécurité, la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux ainsi que la protection de la propriété et de l'environnement, les procédures d'évaluation de la conformité liées à ces exigences, et les règles de marquage et de commercialisation des produits. | Article 5, paragraphe 8<br><br>L'activité d'accréditation repose sur les principes fondamentaux ci-après:<br><br>- ... appliquer des prescriptions en matière d'accréditation qui soient harmonisées avec les normes internationales et européennes. |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC                                | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|---|--|---|--|-------|
|                         |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- la sécurité des produits, processus ou services;</li> <li>- la prévention de pratiques de nature à induire en erreur quant à la destination et à la sécurité des produits;</li> <li>- l'élimination d'une menace pour la sécurité nationale.</li> </ul> | <p>Article 5, paragraphes 4, 5, 6</p> <p>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... appliquer les procédures d'évaluation de la conformité en tenant compte de la pratique internationale en fonction du risque potentiel;</li> <li>- assurer des procédures d'évaluation de la conformité identiques pour les produits d'origine nationale et étrangère;</li> <li>- harmoniser les actes législatifs nationaux relatifs à l'évaluation de la conformité avec les actes législatifs internationaux et européens.</li> </ul> <p>Article 9, paragraphe 1</p> <p>La procédure d'évaluation de la conformité pour certains types de produits susceptibles de présenter un risque pour la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux ainsi que pour la propriété et l'environnement, dans le domaine réglementé par la loi, est introduite par les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité.</p> |  |       |
|                         | Paragraphe 2.3<br>Procédure d'application des règlements techniques |  | <p>Article 6, paragraphe 12</p> <p>L'organisme spécialement habilité dans le domaine de l'évaluation de la conformité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- organise l'élaboration de projets d'actes législatifs fixant des exigences et des règles de procédure générales pour l'évaluation de la conformité dans le domaine réglementé par la loi.</li> </ul>  |  |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes   |
|-------------------------|---|---|--|--|---|
|                         |   |   | <p>Article 9, paragraphe 2</p> <p>En même temps que l'adoption de règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité, l'organisme exécutif spécialement habilité dans le domaine de l'évaluation de la conformité publie officiellement la liste des normes nationales dont l'application volontaire peut constituer la preuve de la conformité du produit aux exigences fondamentales des règlements techniques. Le producteur ou le fournisseur a également le droit d'assurer la conformité du produit aux exigences fondamentales des règlements techniques par d'autres moyens que la conformité aux normes, moyens autorisés par ces règlements.</p> |  |   |
|                         | Paragraphe 2.4<br>Application de normes internationales dans les règlements techniques            | <p>Article 5, paragraphes 8, 9</p> <p>La politique des pouvoirs publics en matière de normalisation repose sur les principes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... accorder la priorité à l'introduction directe, en Ukraine, de normes internationales et régionales;</li> <li>- respecter les règles et procédures de normalisation internationales et européennes.</li> </ul> | <p>Article 5, paragraphe 6</p> <p>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... harmoniser les actes législatifs nationaux relatifs à l'évaluation de la conformité avec les actes législatifs internationaux et européens.</li> </ul>  |  | La norme fondamentale DSTU 1.7-2001 intitulée "Système national de normalisation. Règles et méthodes d'adoption et d'application des normes internationales et régionales" a été introduite en Ukraine sur la base des dispositions de la directive ISO/CEI n° 21:1999. |
|                         | Paragraphe 2.5<br>Élaboration des règlements techniques conformément à la pratique internationale |   | <p>Article 5, paragraphes 3, 9</p> <p>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... impartialité, transparence et accessibilité des procédures d'évaluation de la conformité;</li> <li>- fourniture de renseignements complets et exhaustifs sur les questions d'évaluation de la conformité à toutes les parties intéressées.</li> </ul>   |  |   |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"   | Notes   |
|-------------------------|--|---|--|--|---|
|                         | Paragraphe 2.6<br>Participation à l'élaboration de normes internationales        | Article 5, paragraphe 10<br>La politique des pouvoirs publics en matière de normalisation repose sur les principes ci-après:<br>- ... participation à la normalisation internationale (régionale) ...<br><br>Article 7, paragraphe 7<br>L'organisme exécutif central chargé de la normalisation a pour fonction principale les fonctions ci-après:<br>- ... prendre des mesures visant à exécuter les engagements déterminés par l'appartenance à des organisations internationales (régionales) de normalisation ... |  | Article 6, paragraphes 15, 17<br>L'organisme national d'accréditation a pour fonctions principales les fonctions ci-après:<br>- ... représenter l'Ukraine dans les organisations internationales, européennes et régionales d'accréditation;<br>- participer aux travaux d'harmonisation de la législation et des documents normatifs avec les règles et normes internationales et européennes pertinentes qui fixent des prescriptions à l'organisme national d'accréditation et aux organismes accrédités. |   |
|                         | Paragraphe 2.7<br>Adoption des règlements techniques des autres Membres de l'OMC |   | Article 6, paragraphe 6<br>En matière d'évaluation de la conformité, le Conseil des ministres d'Ukraine:<br>- ... conclut des accords internationaux relatifs à l'évaluation de la conformité et à l'accession de l'Ukraine aux systèmes internationaux (régionaux) de certification.<br><br>Article 12, paragraphe 4<br>Les organismes de certification agréés sont habilités à:<br>- conclure des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux sur l'évaluation de la conformité avec des organismes agréés d'autres pays. |  | L'adoption des règlements techniques des autres Membres de l'OMC est examinée de manière bilatérale dans le cadre de la participation à des systèmes de certification internationaux (régionaux). |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC                         | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|--|--|--|--|-------|
|                         |  |  | <p>Article 21</p> <p>Conformément à la législation, l'organisme exécutif central spécialement habilité en matière d'évaluation de la conformité représente les intérêts de l'Ukraine dans les organisations internationales d'évaluation de la conformité, coopère dans ce domaine avec les organismes compétents d'autres pays, prend des décisions quant à l'accession à des systèmes internationaux et régionaux de certification et conclut des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux sur l'évaluation de la conformité.</p>  |  |       |
|                         | <p>Paragraphe 2.8</p> <p>Objet des règlements techniques</p> | <p>Article 4</p> <p>Sont visés par la normalisation les produits, processus et services (ci-après dénommés "produits"), en particulier les matériaux, composants, équipements, systèmes, leur compatibilité, règles, procédures, fonctions, méthodes ou activités.</p> <p>Article 13, paragraphe 1</p> <p>Les règlements techniques et autres actes normatifs et législatifs fixent des exigences obligatoires ayant pour but:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la protection de la vie, de la santé ou de la propriété des personnes;</li> <li>- la protection des animaux et la préservation des végétaux;</li> <li>- la protection de l'environnement;</li> <li>- la sécurité des produits, processus ou services;</li> <li>- la prévention de pratiques de nature à induire en erreur quant à la destination et à la sécurité des produits;</li> <li>- l'élimination d'une menace pour la sécurité nationale.</li> </ul> | <p>Article premier, paragraphe 15</p> <p>... règlement technique relatif à l'évaluation de la conformité – texte de loi adopté par le Conseil des ministres d'Ukraine qui contient une liste des types de produits soumis à évaluation de la conformité obligatoire, des exigences fixées pour la sécurité, la vie et la santé des personnes, des animaux et des végétaux ainsi que la protection de la propriété et de l'environnement, les procédures d'évaluation de la conformité liées à ces exigences et les règles de marquage et de commercialisation des produits.</p> <p>Article 4</p> <p>Conformément à la présente loi, sont visés par l'évaluation de la conformité les produits, systèmes qualité, systèmes de management de la qualité, systèmes de gestion de l'environnement et le personnel.</p> |  |       |



| Article de l'Accord OTC   | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"  | Notes   |
|---|--|---|--|---|---|
|   | Paragraphe 2.9 à 2.12<br>Fourniture de renseignements concernant l'élaboration et l'introduction de règlements techniques et de normes | Article 16, paragraphes 2, 4<br><br>Conformément à la présente loi, sont visés par l'évaluation de la conformité les produits, systèmes qualité, systèmes de management de la qualité, systèmes de gestion de l'environnement et le personnel.<br><br>L'agent de normalisation chargé de l'élaboration et de l'adoption de normes susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce fournit des renseignements pertinents à l'organisme exécutif central en matière de normalisation qui les transmet aux utilisateurs par le biais du réseau d'information ISONET OMC dans les conditions fixées par le "Code de pratique". | Article 5, paragraphes 3, 9<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- ... impartialité, transparence et accessibilité des procédures d'évaluation de la conformité;<br><br>- fourniture de renseignements complets et exhaustifs sur les questions d'évaluation de la conformité à toutes les parties intéressées.<br><br>Article 6, paragraphes 17, 18<br><br>L'organisme exécutif central spécialement habilité dans le domaine de l'évaluation de la conformité:<br><br>- ... conserve les archives nationales constituées par les actes législatifs relatifs aux questions d'évaluation de la conformité;<br><br>- fournit des renseignements sur les questions d'évaluation de la conformité. | Article 5, paragraphe 4<br><br>L'activité d'accréditation repose sur les principes essentiels ci-après:<br><br>- ... transparence de l'accréditation.<br><br>Article 6, paragraphe 19<br><br>L'organisme national d'accréditation a pour fonction principale les fonctions ci-après:<br><br>- ... fournir des renseignements sur les questions d'accréditation. | Les plans annuels d'adaptation de la législation ukrainienne arrêtent la liste des règlements techniques dont l'élaboration est prévue.<br><br>La norme DSTU 1.13-2002 sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine est actuellement en vigueur. |
| Article 3<br>Élaboration, adoption et application de règlements techniques par des institutions publiques locales et des organismes non gouvernementaux | Paragraphe 3.1 à 3.5<br>Coordination de l'élaboration de règlements techniques   |   | Article 6, paragraphe 3<br><br>En matière d'évaluation de la conformité, le Conseil des ministres d'Ukraine:<br><br>- désigne les organismes exécutifs centraux chargés des règlements techniques dans les différents domaines.<br><br>Article 6, paragraphes 11 à 14<br><br>En matière d'évaluation de la conformité, l'organisme exécutif central spécialement habilité:<br><br>- ... coordonne l'activité des organismes exécutifs centraux dans les domaines d'activité pertinents en matière d'évaluation de la conformité dans le domaine réglementé par la loi;   |   |   |

| Article de l'Accord OTC                                     | Contenu de l'article de l'Accord OTC                              | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes   |
|---|---|---|---|--|---|
|   |   |   | <ul style="list-style-type: none"> <li>- organise l'élaboration de projets d'actes législatifs fixant des exigences et des règles de procédure générales pour l'évaluation de la conformité dans le domaine réglementé par la loi;</li> <li>- fournit une assistance méthodologique aux organismes exécutifs centraux au cours de l'élaboration de projets d'actes législatifs et d'autres actes législatifs sur l'évaluation de la conformité, dont des règlements techniques;</li> <li>- coordonne les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité élaborés par les organismes exécutifs et soumis au Conseil des ministres pour approbation.</li> </ul> |  |   |
| Article 4<br>Élaboration, adoption et application de normes | Paragraphe 4.1<br>Adoption du Code de pratique                    | Article 16, paragraphe 4<br><br>L'agent de normalisation chargé de l'élaboration et de l'adoption de normes susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce fournit des renseignements pertinents à l'organisme exécutif central en matière de normalisation qui les transmet aux utilisateurs par le biais du réseau d'information ISONET OMC dans les conditions fixées par le "Code de pratique".                                     |   |  | L'Ukraine est devenue partie au Code de pratique pour l'élaboration, l'adoption et l'application des normes. La norme DSTU ISO/CEI GUIDE 59-2000 "Code de règles établies sur la normalisation " a été introduite en Ukraine. |
|   | Paragraphe 4.2<br>Respect du Code de pratique (Annexe 3 de l'OTC) | D. Article 11, paragraphe 4<br><br>Les normes doivent répondre aux besoins du marché, encourager le développement du libre-échange, accroître la compétitivité des produits nationaux et être formulées de telle sorte qu'il soit impossible de les appliquer en vue d'induire les consommateurs en erreur quant à un produit visé par une norme ou de privilégier le producteur d'un produit ou un produit en fonction de son lieu de fabrication. |   |  |   |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|---|---|--|-------|
|                         |                                      | <p>E. Article 5, paragraphe 1</p> <p>La normalisation, en Ukraine, a pour objectif d'assurer la sécurité, la santé et la vie des personnes, des animaux et des végétaux, ainsi que la protection de la propriété et de l'environnement, de créer les conditions d'une utilisation rationnelle de tous les types de ressources nationales ainsi que de la conformité des objets visés par la normalisation à leur destination et d'éliminer les obstacles techniques au commerce.</p> <p>F. Article 5, paragraphes 8, 9</p> <p>La politique des pouvoirs publics en matière de normalisation repose sur les principes ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... accorder la priorité à l'introduction directe, en Ukraine, des normes internationales et régionales;</li> <li>- respecter les règles et procédures internationales et européennes de normalisation ...</li> </ul> <p>Article 12, paragraphe 8</p> <p>Les normes internationales (régionales) et les normes d'autres pays, si leurs dispositions ne contreviennent pas à la législation, peuvent être appliquées en Ukraine conformément à la procédure établie par référence à celles-ci par des normes nationales et d'autres normes.</p> <p>G. Article 7, paragraphes 4, 7, 8</p> <p>En matière de normalisation, l'organisme exécutif central a pour fonctions principales les fonctions ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... adopter des mesures visant à harmoniser les normes nationales qui ont été élaborées avec les normes internationales (régionales) pertinentes;</li> </ul> |   |  |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|---|---|--|-------|
|                         |                                      | <ul style="list-style-type: none"> <li>- adopter des mesures visant à exécuter les engagements pris en vertu de l'appartenance à des organisations internationales (régionales) de normalisation;</li> <li>- coopérer avec les organismes compétents dans le domaine de la normalisation d'autres pays.</li> </ul> <p>H. Article 7, paragraphes 1, 9, 10</p> <p>Conformément au champ d'application de la présente loi, l'organisme exécutif central de normalisation organise, coordonne et exécute des activités en matière d'élaboration, d'approbation, d'adoption, de révision, d'amendement et de diffusion des normes nationales; en tant qu'organisme national de normalisation, il représente l'Ukraine dans les organisations internationales et régionales de normalisation.</p> <p>En matière de normalisation, l'organisme exécutif central a pour fonctions principales les fonctions ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... élaborer un programme de travail sur la normalisation et la coordination de sa mise en œuvre;</li> <li>- prendre des décisions quant à la constitution et au terme des activités des comités techniques de normalisation, à la définition de leurs compétences et à leur procédure de création ...</li> </ul> <p>I. Article 4</p> <p>Sont visés par la normalisation les produits, processus et services (ci-après dénommés "produits"), notamment les matériaux, composants, équipements, systèmes, leur compatibilité, règles, procédures, fonctions, méthodes ou activités.</p> |   |  |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|--|---|--|-------|
|                         |                                      | <p>J. Article 11, paragraphe 6</p> <p>L'organisme exécutif central en matière de normalisation élabore tous les ans le programme de travail (ci-après dénommé "le programme") des activités de normalisation. Ce programme est défini en prenant en compte les priorités du gouvernement, les propositions des comités techniques de normalisation et d'autres agents de normalisation intéressés à l'élaboration. Il contient une liste des normes nationales qui ont été acceptées pour élaboration et est publié au moins une fois par semestre dans l'édition officielle de l'organisme exécutif central chargé de la normalisation et placé sur les réseaux d'information.</p> <p>K. Article 7, paragraphes 11, 12</p> <p>En matière de normalisation, l'organisme exécutif central a pour fonctions principales les fonctions ci-après:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- créer et maintenir les archives nationales constituées par les documents normatifs et le Centre national d'information du réseau d'information international ISONET OMC;</li> <li>- fournir des services d'information dans le domaine de la normalisation.</li> </ul> <p>L. Article 11, paragraphes 13, 14, 15</p> <p>Les règles et la procédure d'élaboration, d'approbation, d'adoption, de révision, d'amendement et d'expiration de la validité des normes fixées par l'organisme exécutif central de normalisation doivent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... prévoir une procédure d'information des parties intéressées concernant les travaux menés dans le domaine de l'élaboration de normes nationales. Le délai imparti pour l'examen d'un projet de norme nationale et la formulation d'observations ne peut être inférieur à 60 jours à compter de sa publication;</li> </ul> |   |  |       |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|--|---|--|-------|
|                         |                                      | <p>- permettre à toutes les parties intéressées de se familiariser avec les projets de normes nationales.</p> <p>Au cours de l'approbation ou de l'adoption d'une norme nationale, l'organisme exécutif central de normalisation en fixe la date d'entrée en vigueur en prenant en considération le temps nécessaire aux mesures préparatoires à son introduction.</p> <p>M. P. Article 16, paragraphes 1, 2</p> <p>La fourniture de services d'information se fait par la publication des textes officiels des normes, de renseignements et de publications de référence ainsi que par voie de diffusion sur des réseaux d'information, soit d'office, soit sur demande.</p> <p>L'organisme exécutif central de normalisation donne des renseignements aux utilisateurs nationaux et étrangers via les archives principales d'information sur les documents normatifs et le Centre national d'information du réseau d'information international ISONET OMC.</p> <p>N. Article 11, paragraphe 9</p> <p>Les règles et la procédure d'élaboration, d'approbation, d'adoption, de révision, d'amendement et d'expiration de la validité des normes fixées par l'organisme exécutif central de normalisation doivent prévoir:</p> <p>- des critères d'examen ou de rejet des propositions concernant l'élaboration de normes nationales;</p> <p>O. Article 11, paragraphe 16</p> <p>La liste des normes nationales approuvées et adoptées au cours d'un mois est publiée le mois suivant dans l'édition officielle de l'organisme exécutif central de normalisation.</p> |   |  |       |

| Article de l'Accord OTC   | Contenu de l'article de l'Accord OTC                                   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes   |
|---|--|---|---|--|---|
|   |  | Article 11, paragraphe 18<br><br>L'adoption d'une norme internationale (régionale) est constituée par la publication de la norme nationale fondée sur une norme internationale (régionale) correspondante, ou par la confirmation que la norme internationale (régionale) a le même statut que la norme nationale, en précisant toutes les divergences par rapport à la norme internationale (régionale). |   |  | Le coût de copie d'une norme ou d'autres documents normatifs, qui inclut le coût du papier, du service de copie et les frais de livraison, est le même pour les clients nationaux et étrangers. |
| Article 5<br>Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions du gouvernement central | Paragraphe 5.1<br>Garantie de traitement national                      |   | Article 5, paragraphes 3, 4, 5, 6<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- ... impartialité, transparence et accessibilité des procédures d'évaluation de la conformité;<br><br>- appliquer des procédures d'évaluation de la conformité en tenant compte de la pratique internationale en fonction du risque potentiel;<br><br>- assurer des procédures d'évaluation de la conformité identiques pour les produits d'origine nationale et étrangère;<br><br>- harmoniser les actes législatifs nationaux relatifs à l'évaluation de la conformité avec les actes législatifs internationaux et européens.<br><br>Les articles 9, 10, 11, 13, 16, 17, 19 ne contiennent pas de prescriptions distinctes en matière d'évaluation de la conformité des produits originaires du territoire d'autres Membres de l'OMC. |  |   |
|   | Paragraphe 5.2<br>Traitement national de l'évaluation de la conformité |   | Article 6, paragraphe 5<br><br>En matière d'évaluation de la conformité, le Conseil des ministres d'Ukraine:<br><br>- prouve les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité.  |  |   |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC    | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes  |
|-------------------------|---|--|---|--|--|
|                         |   |  | Article 6, paragraphe 18<br><br>L'organisme exécutif central d'évaluation de la conformité:<br><br>- fournit des renseignements sur les questions d'évaluation de la conformité.  |  | Les règles présidant à la détermination du coût des travaux sur l'évaluation de la conformité sont approuvées par le Conseil des ministres d'Ukraine (Résolution n° 485 du 11 avril 2002).                           |
|                         | Paragraphe 5.3<br>Contrôles par sondage | Article 15, paragraphe 7<br><br>Conformément à la loi, l'agent de normalisation a droit au remboursement des pertes que lui aurait occasionnées la diffusion non autorisée de la norme, du code de pratique et des spécifications techniques.  | Article 14<br><br>Le contrôle par les pouvoirs publics du respect des prescriptions en matière d'évaluation de la conformité dans le domaine réglementé par la loi est effectué conformément à la procédure fixée par la législation.   |  | Décret n° 30-93 du Conseil des ministres d'Ukraine du 8 avril 1993 relatif au "Contrôle gouvernemental de la conformité aux normes, la réglementation et la responsabilité en cas de violation" (modifié et amendé). |
|                         | Paragraphe 5.4<br>Mesures préventives   | Article 13, paragraphe 1<br><br>Les règlements techniques et autres actes normatifs et législatifs fixent des exigences obligatoires en vue de:<br><br>- la protection de la vie, de la santé ou de la propriété des personnes;<br><br>- la protection des animaux et la préservation des végétaux;<br><br>- la protection de l'environnement;<br><br>- la sécurité des produits, processus ou services;<br><br>- la prévention de pratiques de nature à induire en erreur quant à la destination et à la sécurité des produits;<br><br>- l'élimination d'une menace pour la sécurité nationale. | Article 9<br><br>La procédure d'évaluation de la conformité pour certains types de produits susceptibles de présenter un risque pour la vie et la santé des personnes, des animaux, des végétaux ainsi que pour la propriété et l'environnement, dans le domaine réglementé par la loi, est introduite par les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité.<br><br>En même temps que l'adoption de règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité, l'organisme exécutif d'évaluation de la conformité spécialement habilité publie officiellement la liste des normes nationales dont l'application volontaire peut constituer la preuve de la conformité du produit aux exigences fondamentales fixées par les règlements techniques. Le producteur ou fournisseur a également le droit d'assurer la conformité du produit aux exigences fondamentales des règlements techniques par d'autres moyens que la conformité aux normes, moyens autorisés par ces règlements. |  |  |



| Article de l'Accord OTC   | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"   | Notes   |
|---|--|--|---|--|---|
|   | Paragraphe 5.5<br>Harmonisation des procédures d'évaluation de la conformité                                 |  | Article 5, paragraphe 6<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- ... harmoniser les actes législatifs nationaux sur l'évaluation de la conformité avec les actes législatifs internationaux et européens.<br><br>Article 21<br><br>Conformément à la législation, l'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité représente les intérêts de l'Ukraine dans les organisations internationales d'évaluation de la conformité, coopère dans ce domaine avec les organismes compétents des autres pays, prend des décisions relatives à l'accession à des systèmes internationaux et régionaux de certification et conclut des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux d'évaluation de la conformité. |  | L'Ukraine est un membre actif du Comité de l'ISO pour l'évaluation de la conformité (CASCO) et participe à l'élaboration des normes et directives ISO/CEI en matière d'évaluation de la conformité. |
|   | Paragrapes 5.6 à 5.9<br>Fourniture de renseignements   |  | Article 6, paragraphe 18<br><br>L'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité:<br><br>- ... fournit des renseignements sur les questions d'évaluation de la conformité.  |  | La norme DSTU 1.13-2002 sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine est actuellement en vigueur.  |
| Article 6<br>Reconnaissance de l'évaluation de la conformité par des institutions du gouvernement central | Paragrapes 6.1 à 6.3<br>Reconnaissance de l'évaluation de la conformité par des institutions du gouvernement |  | Article 6, paragraphe 6<br><br>En matière d'évaluation de la conformité, le Conseil des ministres d'Ukraine:<br><br>- ... conclut des accords internationaux dans le domaine de l'évaluation de la conformité et de l'accession de l'Ukraine à des systèmes internationaux (régionaux) de certification.  | Article 6, paragraphes 15, 16<br><br>L'organisme national d'accréditation a pour fonctions principales les fonctions ci-après:<br><br>- ... représenter l'Ukraine dans les organisations internationales, européennes et régionales d'accréditation; |   |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"   | Notes |
|-------------------------|--------------------------------------|--|--|--|-------|
|                         |                                      |  | <p>Article 6, paragraphe 10</p> <p>L'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... élabore des propositions relatives à la conclusion d'accords internationaux dans le domaine de l'évaluation de la conformité et à l'accession de l'Ukraine aux systèmes de certification internationaux (régionaux), et prend des décisions quant à la procédure de reconnaissance des résultats des travaux de certification menés par les organismes de certification d'autres pays.</li> </ul> <p>Article 21</p> <p>Conformément à la législation, l'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité représente les intérêts de l'Ukraine dans les organisations internationales d'évaluation de la conformité, coopère dans ce domaine avec les organismes compétents des autres pays, prend des décisions quant à l'accession à des systèmes internationaux et régionaux de certification et conclut des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux d'évaluation de la conformité.</p> | <ul style="list-style-type: none"> <li>- signer des accords internationaux de coopération et de reconnaissance mutuelle d'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité conformément à la procédure prévue par la loi.</li> </ul> |       |
|                         | Paragraphe 6.4                       |  | <p>Article 12, paragraphe 4</p> <p>Les organismes de certification agréés sont habilités à conclure, avec l'autorisation de l'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité, des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux sur l'évaluation de la conformité avec d'autres organismes agréés d'autres pays.</p>  |  |       |

| Article de l'Accord OTC   | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|---|--|--|---|--|-------|
| Article 7<br>Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des institutions publiques locales | Paragrophes 7.1 à 7.5  |  | <p>Article 6, paragraphes 9, 11, 13, 14, 18</p> <p>L'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... exécute une politique nationale uniforme dans le domaine technique de l'évaluation de la conformité;</li> <li>- coordonne l'activité menée par les organismes exécutifs centraux dans les domaines relevant de l'évaluation de la conformité dans le secteur réglementé par la loi;</li> <li>- organise l'élaboration de projets d'actes législatifs fixant des prescriptions et des règles de procédure générales pour l'évaluation de la conformité dans le secteur réglementé par la loi;</li> <li>- fournit une assistance méthodologique aux organismes exécutifs centraux pour l'élaboration de projets de loi et d'autres actes législatifs relatifs à l'évaluation de la conformité, dont des règlements techniques;</li> <li>- coordonne les règlements techniques relatifs à l'évaluation de la conformité élaborés par les organismes exécutifs et soumis au Conseil des ministres pour approbation;</li> <li>- fournit des renseignements sur les questions d'évaluation de la conformité.</li> </ul> |  |       |
| Article 8<br>Procédures d'évaluation de la conformité appliquées par des organismes non gouvernementaux | Paragrophes 8.1 et 8.2<br>Participation des organismes non gouvernementaux à l'évaluation de la conformité |  | <p>Article 12, paragraphes 1, 5</p> <p>Conformément à la procédure prévue par la loi, l'évaluation de la conformité est effectuée par des organismes de certification accrédités agréés pour exercer des activités dans le secteur réglementé par la loi, quelle que soit leur forme de participation.</p>  |  |       |

| Article de l'Accord OTC                           | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes  |
|---|--|--|---|--|--|
|   |  |  | Les prescriptions applicables aux organismes de certification agréés et la procédure d'agrément sont fixées par le Conseil des ministres.   |  |  |
| Article 9<br>Systèmes internationaux et régionaux | Paragraphe 9.1<br>Participation aux systèmes internationaux et régionaux d'évaluation de la conformité |  | Article 21<br><br>Conformément à la législation, l'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité représente les intérêts de l'Ukraine dans les organisations internationales d'évaluation de la conformité, coopère dans ce domaine avec les organismes compétents des autres pays, prend des décisions quant à l'accession à des systèmes internationaux et régionaux de certification et conclut des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux d'évaluation de la conformité.   |  | L'Ukraine est membre du système d'évaluation de la conformité de la Commission électrotechnique internationale: IECEE – système pour les essais de conformité et la certification des équipements électriques; IECQ – système d'évaluation de la qualité des composants électriques. |
|   | Paragrapes 9.2 et 9.3  |  | Article 6, paragraphe 10<br><br>élabore des propositions relatives à la conclusion d'accords internationaux dans le domaine de l'évaluation de la conformité et à l'accession de l'Ukraine aux systèmes de certification internationaux (régionaux), et prend des décisions relatives à la procédure de reconnaissance des résultats des travaux de certification menés par les organismes de certification d'autres pays.<br><br>Article 21<br><br>Conformément à la législation, l'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité représente les intérêts de l'Ukraine dans les organisations internationales d'évaluation de la conformité, coopère dans ce domaine avec les organismes compétents des autres pays, prend des décisions quant à l'accession à des systèmes internationaux et régionaux de certification et conclut des accords de reconnaissance mutuelle des résultats des travaux d'évaluation de la conformité. |  |  |

| Article de l'Accord OTC  | Contenu de l'article de l'Accord OTC   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité"  | Notes  |
|--|--|--|---|---|--|
| Article 10<br>Renseignements sur les règlements techniques, les normes et les procédures d'évaluation de la conformité | Paragraphe 10.1<br>Création d'un point d'information                                   |  |   |   | Le Centre national d'information du réseau d'information international ISONET a été créé en vertu de la Résolution n° 84 du 1 <sup>er</sup> février 1995 du Conseil des ministres d'Ukraine. Il permet au Derzhstandard de fournir en permanence des renseignements (notifications) sur l'élaboration et l'adoption de nouvelles lois dans le domaine des règlements techniques, sur la réduction de la liste des produits soumis à certification obligatoire et les programmes techniques de normalisation, et de répondre aux demandes de renseignements des Membres de l'OMC. |
|  | Paragraphe 10.2 et 10.3<br>Coordination et garantie de la fourniture de renseignements | Article 16, paragraphes 2, 4<br><br>L'organisme exécutif central de normalisation fournit des renseignements aux utilisateurs tant nationaux qu'étrangers par le biais des archives destinées à l'information constituées par les documents normatifs et du Centre national d'information du réseau d'information international ISONET OMC.<br><br>L'agent de normalisation chargé de l'élaboration et de l'adoption de normes susceptibles de créer des obstacles techniques au commerce fournit des renseignements pertinents à l'organisme exécutif central chargé de la normalisation, qui les transmet aux utilisateurs via le réseau d'information ISONET OMC, dans les conditions fixées par le "Code de pratique". | Article 5, paragraphe 9<br><br>La politique des pouvoirs publics en matière d'évaluation de la conformité repose sur les principes ci-après:<br><br>- ... fournir des renseignements complets et exhaustifs sur les questions d'évaluation de la conformité à toutes les parties intéressées.<br><br>Article 6, paragraphes 17, 18<br><br>L'organisme exécutif central spécialement habilité chargé de l'évaluation de la conformité: | Article 6, paragraphes 18, 19<br><br>L'organisme national d'accréditation a pour fonctions principales:<br><br>- la conservation des archives constituées par les actes législatif et les documents normatifs relatifs à l'accréditation;<br><br>- la fourniture de renseignements sur les questions d'accréditation. |  |

| Article de l'Accord OTC | Contenu de l'article de l'Accord OTC  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité"   | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes  |
|-------------------------|---|--|---|--|--|
|                         |   |  | <ul style="list-style-type: none"> <li>- ... conserve les archives nationales constituées par les actes législatifs relatifs aux questions d'évaluation de la conformité;</li> <li>- fournit des renseignements sur les questions d'évaluation de la conformité.</li> </ul> |  |  |
|                         | Paragraphe 10.4<br>Fourniture d'exemplaires de documents                              |  |   |  | <p>Établi par la disposition relative au Centre d'information, approuvé par l'ordonnance du Derzhstandard n° 245 du 13 juillet 1995 (modifiée et amendée).</p> <p>Également mis en œuvre conformément à la norme nationale DSTU 1.13-2002 sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine.</p> |
|                         | Paragrapes 10.5 à 10.7  |  |   |  | <p>Applicable aux Membres de l'OMC.</p> <p>Les notifications sont adressées en anglais au Secrétariat de l'OMC à Genève par le Derzhstandard.</p>  |
|                         | Paragrapes 10.8 et 10.9<br>Conditions dans lesquelles les renseignements sont fournis |  |   |  | <p>Pris en considération dans les dispositions de la norme nationale DSTU 1.13-2002 sur les règles de notification aux partenaires commerciaux de l'Ukraine.</p>   |

| Article de l'Accord OTC   | Contenu de l'article de l'Accord OTC  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur la normalisation"  | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'évaluation de la conformité" | Référence aux articles pertinents de la Loi ukrainienne "sur l'accréditation des organismes d'évaluation de la conformité" | Notes |
|---|---|---|---|--|-------|
|   | Paragraphe 10.10<br>Désignation de l'organisme unique du gouvernement central | Article 7, paragraphe 11<br>L'organisme exécutif central de normalisation a pour fonctions principales:<br><br>- ... la création et le maintien des archives nationales constituées par les documents normatifs et du Centre national d'information du réseau d'information international ISONET OMC. |   |  |       |
| Articles 11 à 15<br>Questions de procédure et obligations des pays devenus Membres de l'OMC |   |   |   |  |       |